

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 Roche sur yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 29 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 25/04/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CARRIERE ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

2 rue Gaspard Coriolis  
44300 Nantes

**Références :** D 24.0172  
**Code AIOT :** 0006300798

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement CARRIERE ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté La Gilbretière 85280 La Ferrière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite réactive a été déclenchée par l'information de l'exploitant du 24 avril 2024 concernant un incident de tir de mines survenu le 13 mars 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- La Gilbretière 85280 La Ferrière
- Code AIOT : 0006300798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la carrière sont actuellement autorisées par arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ-1-315 du 16/05/2017 pour une durée de 15 ans et une production maximale de 350 000 t/an. Le gisement exploité est une roche massive (granit). Par arrêté complémentaire du 19/05/2020, suite à une demande d'ajout d'une installation de lavage, l'exploitant est autorisé pour une puissance d'installation totale de 1 239 kW.

Contexte de l'inspection :

- Incident de tir de mines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective	5 jours
2	Hauteur des fronts d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon les éléments recueillis lors de la visite, l'exploitant n'a pas pris en compte la gravité de l'incident puisque aucune des projections du tir de mines du 13 mars 2024 n'est sortie du site ou n'a

entraîné des blessures. Ceci explique en partie le retard d'information auprès de l'inspection des installations classées.

Les constats établis lors de la visite montre une chaîne de dysfonctionnements ayant certainement eu une conséquence sur le tir de mines. Également, l'inspection a relevé que ce tir de mines avait été effectué sur une hauteur supérieure à 15 m sans autorisation préalable.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident/incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R512-69 L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par courriel en date du 23 avril 2024, la société CMGO a informé l'inspection d'un incident de tir survenu le 13 mars 2024 sur sa carrière de La Ferrière. L'inspection n'avait pas eu connaissance de cette information au préalable. Les éléments transmis faisaient état de projections de pierres ayant occasionné des dégâts. L'inspection s'est rendu dans les meilleurs délais sur site afin de faire un point de situation. L'incident de tir s'est produit au niveau du front n°1 situé en face des bureaux et de l'atelier maintenance. Selon les éléments oraux et matériels vus en visite, des dysfonctionnements ont été constatés lors de la mise en œuvre de ce tir de mines : <ul style="list-style-type: none"><li>- le tir a eu lieu sur un front ayant une hauteur comprise entre 16,9 m et 18,8 m. Il s'agit d'un tir sur une hauteur supérieure ou 15 m réglementaire pour lequel exploitant n'avait pas obtenu une autorisation préalable ;</li><li>- la société de foration en sous-traitance n'a donné aucune information écrite au boutefeu - également en sous-traitance, et n'a donné qu'un accord oral au chargement du tir de mines ;</li><li>- aucune donnée sur le profil du front n'a été réalisée par le foreur ;</li><li>- dans la procédure de l'exploitant, il est prévu que chaque tir de mines fasse l'objet d'un film par drone. Or ce jour-là, le drone du sous-traitant boutefeu n'a pas été déployé. Un autre drone appartenant à l'exploitant était en œuvre sur une autre zone de la carrière et a pu capter au moins une image du tir de mines.</li></ul> L'exploitant nous a exposé l'ensemble des mesures prises suite à cet incident, incluant le changement du sous-traitant chargé de la foration. Il a effectué un rappel des règles de sécurité auprès de son personnel. L'inspection constate toutefois le retard important pris pour l'information de cet incident de tir de mines. Sur ce point, l'exploitant indique ne pas disposer de règles précises concernant la remontée

d'information sachant que les projections ne sont pas sorties du site et n'ont eu que des conséquences matérielles sur le bardage de l'atelier maintenance.



(bardage de l'atelier maintenance)

Ce constat est jugé non conforme étant donné la nature de l'incident et des risques potentiels associés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a rappelé que l'exploitant doit transmettre dans les plus brefs délais le rapport circonstancié de cet incident, accompagné de toutes les mesures d'actions correctives engagées. Les éléments étant déjà recueillis de la part de l'exploitant, l'inspection attend ce rapport circonstancié dans un délai de 5 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 2 : Hauteur des fronts d'abattage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Carrières

**Prescription contrôlée :**

11.6.- Front d'abattage.

(...)

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le front abattu le 13 mars 2024 avait une hauteur importante. Le plan d'exploitation vu lors de la visite indique en effet une hauteur comprise entre 50 et 71 mNGF. Avant le tiers effectué, la partie supérieure a été décaissée des stériles d'exploitation (la hauteur réelle est donc inférieure).

Au final le plan de tir indique une hauteur pour le front abattu quasi vertical comprise entre 16,90 m et 18,8 m.

Cette hauteur de front est supérieure au 15 m réglementaire. L'exploitant n'a formulé aucune demande d'autorisation spécifique au préalable.

Ce point constitue une non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a rappelé l'interdiction de réaliser des tirs d'une hauteur supérieure à 15 m, à moins d'effectuer une demande au préalable en préfecture. Cette demande doit s'accompagner de tous les éléments d'appréciation nécessaire en terme de sécurité et de mise en œuvre des explosifs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 jour